Conférence des présidents des parlements de l'Union européenne
23-24 avril 2018, Tallinn

Informations de base

Session I: L'avenir de l'Union européenne

Dans les conclusions de la conférence des présidents de l'UE adoptées en avril 2017, les présidents ont reconnu que «l'Union européenne s'est avérée comme le meilleur outil commun dont nous disposions pour relever les différents défis auxquels nous sommes actuellement confrontés». Essentiellement, c'est l'esprit dans lequel s'est passée cette année. Au lieu de se demander si l'UE avait une valeur pour remédier aux problèmes européens communs, la discussion a été centrée sur ce que l'UE *pourrait* et *devrait* faire afin de mieux répondre aux défis auxquels l'Europe est confrontée.

Le cadre de la discussion

En mars 2017, le 60e anniversaire des traités de Rome a fourni à l'Union un point de réflexion. Avec la Déclaration de Rome, les dirigeants des 27 États membres et des institutions de l'UE ont initié la discussion sur l'avenir de l'UE et ont confirmé leur engagement pour rendre l'Union plus forte et plus résiliente. Le Conseil européen a contribué à ce débat en présentant le programme des dirigeants, un programme de travail qui réunit les chefs d'États et de gouvernement pour trouver des solutions aux défis complexes, tels que la migration, la réforme de la zone euro et le cadre financier pluriannuel (CFP) post 2020. Puisque les élections au Parlement européen (PE) en mai 2019 représentent un jalon crucial pour l'Union, c'est environ à cette date que le programme des dirigeants devrait s'achever.

Afin de créer un cadre plus solide pour ce débat, la Commission a publié le Livre blanc sur l'avenir de l'Europe, qui esquisse cinq scénarios possibles pour l'UE d'ici à 2025: (1) s'inscrire dans la continuité; (2) rien d'autre que le marché unique; (3) ceux qui veulent plus font plus; (4) faire moins mais de manière plus efficace; et (5) faire beaucoup plus ensemble. Ce livre blanc a été accompagné d'une série de documents de réflexion sur les questions allant de la dimension sociale à l'avenir de la défense européenne. En outre, Jean-Claude Juncker, président de la Commission, a présenté le «sixième scénario» et a avancé d'autres idées importantes sur l'avenir de l'Europe dans son discours annuel sur l'état de l'Union en septembre 2017.

Les parlements nationaux et le PE ont également apporté des contributions importantes pour faire avancer le débat sur l'avenir de l'UE, en particulier en créant de nouveaux formats pour augmenter l'implication des citoyens dans les discussions. Outre la communication directe avec le public, le PE est en train d'organiser une série de débats sur l'avenir de l'Europe entre les dirigeants de l'UE et les députés européens. En février 2017, le PE a défini sa vision de l'avenir de l'UE avec comme priorités l'amélioration la capacité de l'Union à agir, la restauration de la confiance et le renforcement de l'économie de la zone euro.

Questions centrales de la discussion

Bien qu'un cadre approprié soit nécessaire pour un débat constructif et inclusif sur un sujet aussi complexe que l'avenir de l'UE, ce sont les questions de fond et les questions de politique qui sont au cœur de la discussion. Ci-dessous est présentée une liste courte et non exhaustive de quelques sujets récurrents des débats précédents.

Plusieurs études (notamment celle de l'Eurobaromètre) indiquent que les Européens ressentent la **nécessité d'une plus grande sûreté et d'une plus grande sécurité** et souhaitent que l'UE fasse davantage dans ce domaine. Cette attente va au-delà de la protection des citoyens, car les Européens souhaitent une UE qui promeut la paix, la prospérité et la stabilité sur la scène internationale. L'Union a montré sa capacité à s'adapter et à résoudre les problèmes de ses citoyens. En témoignent la décision de la Commission de lancer le Fonds européen de la défense en juillet 2017, et la décision du Conseil d'établir la coopération structurée permanente (CSP) en décembre de la même année.

Depuis sa création, l'UE a toujours attribué une place importante aux **questions économiques et monétaires**. La feuille de route pour l'approfondissement de l'Union économique et monétaire (UEM) a été présentée par la Commission en décembre 2017, avec pour objectif de renforcer l'unité, l'efficacité et la responsabilité démocratique de l'UEM de l'Europe. À plus long terme, le CFP post 2020 de l'UE dépendra largement des résultats de la discussion sur l'avenir de l'UE. Les débats et les consultations publiques pour préparer le nouveau CFP sont en cours.

Le Sommet numérique de Tallinn, qui a eu lieu en septembre 2017, a démontré que les États membres reconnaissent l'importance du développement **numérique et technologique** de l'UE. Le sommet s'est tenu dans une perspective d'avenir: un des objectifs définis dans les conclusions du sommet était de faire de l'Europe un continent vraiment numérique à l'horizon 2025. Aussi importants que le développement numérique sont la lutte contre le chômage, la pauvreté et la discrimination, ainsi que la combat pour **l'égalité des chances, en particulier celles des jeunes et des personnes vulnérables**. Les dirigeants de l'UE ont réaffirmé leur détermination à créer une Europe plus juste en signant le Socle européen des droits sociaux en novembre 2017.

En mars 2017, le gouvernement du **Royaume-Uni** a invoqué l'article 50 du traité sur l'Union européenne **afin d'entamer formellement la procédure de sortie de l'UE**. Quelques semaines plus tard, les présidents des parlements nationaux ont exprimé dans les conclusions de la conférence des présidents des parlements de l'UE leur espoir d'un «processus de négociation juste, équilibré et transparent». En décembre 2017, après que le PE a salué les progrès communs de l'UE et du Royaume-Uni dans les pourparlers sur le Brexit, le Conseil européen, réuni dans une configuration de l'UE à 27, a pris la décision de passer à la deuxième étape des négociations. En mars 2018, le PE a recommandé de régir les futures relations entre l'UE et le Royaume-Uni par le biais d'un accord d'association.

Enfin, et ce n'est pas le moins important, la question de **manque de confiance du public vis-à-vis de l'UE** continue de requérir une attention particulière. Malgré qu'en 2017 les partis pro-européens aient connu des succès dans plusieurs pays de l'UE, il existe un nombre important d'Européens qui ne font pas confiance à l'UE ou ne la soutiennent pas. En février 2018, Maria Demertzis, du groupe de réflexion européen Bruegel, a avancé que le manque de confiance était le principal obstacle aux réformes de l'UE. Faisant référence à l'idée fausse communément répandue selon laquelle les coûts administratifs et de personnel représentent la plus grosse part du budget de l'Union, Mme Demertzis a affirmé qu'«à long terme, il ne pourrait plus exister un décalage si important entre ce que fait l'UE et ce que les citoyens croient qu'elle fait, sans que cela ne mette en péril son existence même».

Les parlements nationaux ont un rôle particulier à jouer, car ils ont la capacité à être en contact avec les citoyens et à leur expliquer ce qu'est l'UE, ce qu'elle fait et quels sont les avantages qu'elle représente pour les États membres. À l'avenir, l'UE devrait non seulement communiquer davantage mais également communiquer mieux avec ses citoyens, et les parlements nationaux devraient être en première ligne de cet effort.

Quelques points de discussion:

1) Comment assurer que les discussions sur l'avenir de l'UE produisent des résultats qui apportent une aide et une valeur pour déterminer l'orientation de l'Union?
2) Quels sont les domaines politiques les plus importants qui devraient être au cœur du débat?
3) Quelles mesures peuvent être prises par les parlements nationaux et le PE afin de communiquer davantage et mieux avec le public?
4) Comment assurer que l'apport des citoyens au débat sur l'avenir de l'UE soit traité correctement et leurs grandes priorités soient mises en œuvre? (En particulier après les élections au PE en mai 2019.)